Le Numéro 10 Centimes

Abonnements 3 mois 6 mois 1 an
Seine, S.-et-O. 8 » 15-30 30 »
France, colon. 9 » 16 50 32 »
Etranger ..... 10 » 18 » 35 »

TÉLÉPHONE
Administr. Gut. 01.67-01.74-01.75
Rédaction. Gut. 01.76-01.77-01.78

5 heures du matin — ÉDITION DE PARIS — 5 heures du matin

Le Petit Journal

JEUDI 9 MAI
ASCENSION
56me Année — 1918 — N° 20.222
61, rue Lafayette, Paris (9e)

Pensionnés militaires créez-vous un foyer !

La France ne saurait abandonner ceux qui ont souffert pour elle. Aux blessés, aux mutilés, aux victimes de la guerre, elle doit une pension, mais cette pension parcimonieusement calculée assure-t-elle la vie de celui qui la reçoit ? Non, elle n'est qu'un palliatif. Il faut que le soldat réformé trouve un aliment à son activité. Il a soif d'un foyer, d'une famille, mais comment les constituer ? Des lois tutélaires vont lui venir en aide.

Surtout, que les pensionnés ne cherchent pas un refuge dans les fonctions publiques. Nous en voyons solliciter pendant des mois, pendant des années, des places de bureau, des postes de facteurs, de gardiens de prison. Ils se lassent et sont bien forcés de renoncer à ces inutiles tentatives, car pour un emploi vacant il y a deux ou trois cents demandes. Pour les ouvriers d'industrie encore valides ou à demi-valides, des ateliers sont ouverts et la besogne ne manque pas ; pour les terriens, l'atelier par excellence, le capital inépuisable : le sol sur lequel les ancêtres ont vécu.

Une loi récente, déjà en vigueur, une loi qui correspond au plus profond de leurs désirs, de leur instinct, leur facilite les moyens de devenir propriétaires, et on sait quelle puissance ce mot exerce sur l'âme de l'habitant de nos campagnes. Le titre de la loi du 10 avril 1918 en dit le sens et la portée, elle donne la faculté aux pensionnés militaires et aux victimes civiles de la guerre d'acquérir de petites propriétés rurales, et cette acquisition peut se faire dans des conditions telles que le pensionné et sa famille trouveront dans le travail une vie facile et honorable.

Il est bien entendu que le gouvernement ne met pas à la disposition des pensionnés des sommes d'argent pour acquérir directement des parcelles plus ou moins étendues ; une telle interprétation amènerait beaucoup de fausses démarches et, par suite, de déceptions. Les prêts sont consentis par les sociétés de crédit immobilier et les sociétés de crédit agricole ; ils sont individuels et basés sur le principe hypothécaire ; ils ont pour objet, non seulement de faciliter l'acquisition, mais aussi l'aménagement, la transformation et la reconstruction de *petites propriétés rurales*. Ce nom s'applique à tout domaine d'une valeur de 10.000 francs.

La période de remboursement de ces prêts pourra atteindre 25 années.

De tous les avantages qu'ils procurent, le plus appréciable est le taux d'intérêt ; les Sociétés de crédit devront les consentir au taux de 1 pour cent. Il était impossible de trouver une disposition plus favorable à l'emprunteur, ni de demander à l'Etat un plus gros sacrifice.

Ajoutons que les mêmes dispositions sont prises pour les veuves titulaires de pension ou d'indemnités viagères payées par l'Etat, à raison du décès de leurs maris pour blessures reçues ou maladies contractées au cours de la guerre.

Ce n'est pas tout, la loi contient une disposition destinée à encourager la natalité : une légère redevance sera versée annuellement par l'Etat à raison de chacun des enfants légitimes qui naîtront postérieurement à la conclusion du prêt.

Enfin, l'Etat fait un dernier sacrifice sur les droits de mutation : les actes d'acquisition de terres d'une valeur de 1.200 francs au maximum passés par les mobilisés dans l'année qui suivra la démobilisation, seront enregistrés gratis.

On le voit, la loi est bien faite pour venir efficacement en aide aux pensionnés laborieux ; elle a aussi une grande portée sociale, puisqu'elle favorise le retour à la terre qui doit être la sauvegarde de notre pays.

Ce grand problème serait résolu si la masse rurale comprenait bien les avantages de cette loi. En effet, dans l'armée des mutilés, les ruraux se comptent par 70 %, et la terre momentanément abandonnée recevrait plus d'un million de travailleurs. Revenus au pays d'origine, sur ce sol considéré par eux et par leurs aïeux comme la récompense de la sage économie et de l'obstiné labeur, ils pourront édifier leur vie, devenir possesseurs incommutables et préparer les acquisitions nouvelles qui compléteront le domaine de famille. Pour beaucoup d'ouvriers agricoles, le titre de propriétaire foncier fut un rêve, ils n'auront aujourd'hui qu'à vouloir pour en faire une réalité.

Que tous les maires de France qui ont vu l'exode vers les villes s'inspirent de cette loi bienfaisante, qu'ils en fassent connaître les avantages et qu'ils disent aux pensionnés : « Retournez à la terre, là est la paix, là est l'aisance ; on vous réserve non seulement des droits, mais des privilèges ». Leur voix sera entendue.

H. GOMOT.
Sénateur du Puy-du-Dôme.

Les conversations de 1917 et 1918 n'ont offert à aucun moment l'occasion d'une paix acceptable

La commission des affaires extérieures de la Chambre s'est réunie hier sous la présidence de M. Franklin-Bouillon.

Comme conclusion de son étude sur le dossier autrichien, la commission, après avoir repoussé une motion de M. Albert Thomas, a voté la motion suivante proposée par M. Barthou :

La commission des affaires extérieures, après avoir examiné les documents et recueilli les témoignages relatifs aux conversations de paix engagées et poursuivies par l'Autriche-Hongrie en 1917 et 1918, constate que ces conversations n'ont offert, à aucun moment, l'occasion d'une paix acceptable pour la France et pour ses alliés.

LA FRANCE RATIFIE l'accord de Berne pour les prisonniers

Les familles françaises apprendront avec joie que l'accord signé à Berne le 26 avril pour les prisonniers de guerre a été ratifié par le gouvernement français. La commission d'inspection des prisonniers de guerre s'est réunie hier matin pour prendre connaissance de son texte exact.

L'Allemagne aussi

M. Candace, député et rapporteur de la commission, a déclaré qu'un télégramme du gouvernement allemand fait connaître qu'il accepte l'accord en principe.

D'autre part, l'agence Havas nous communique le télégramme suivant :

Bâle, 8 Mai. — On mande de Berlin :

« *Le gouvernement allemand a ratifié l'accord franco-allemand relatif à l'échange des prisonniers.* »

Au ministère des Affaires étrangères on nous déclarait, hier, n'avoir pas encore reçu confirmation officielle de la ratification de l'accord par l'Allemagne. Toutefois, on estime que cette ratification ne saurait tarder. On sait, en effet, que l'accord entre en vigueur le 15 mai.

Les Boches attaquent au sud d'Ypres

Les Allemands ont déclenché hier matin au sud d'Ypres, dans le secteur compris entre Voormezeele et Kemmel, une attaque qui mérite de retenir l'attention. Le but de l'ennemi dans cette action, menée avec beaucoup d'énergie, était de se frayer un chemin vers Poperinghe et, par conséquent, de tourner par le sud les forces britanniques qui tiennent encore le secteur d'Ypres.

Cette attaque, effectuée sur un front de 6 kilomètres, conserve un caractère absolument local, mais on peut se demander, étant donnée la nouvelle tactique de l'ennemi, si elle ne devait pas, dans l'intention du commandement allemand, servir de lever de rideau de la nouvelle offensive et même en constituer le début



dans le cas où le succès aurait été complet.

Mais l'amorçage tenté par Hindenburg et Ludendorff ne paraît pas avoir obtenu le résultat qu'escomptaient ses auteurs. Les assauts répétés de l'ennemi ont complètement échoué sur la majeure partie du secteur. Au centre seulement, les Allemands sont parvenus à pénétrer sur certains points de la première ligne de défense. Mais cet avantage, d'ailleurs extrêmement minime, sera probablement très éphémère, attendu que des contre-attaques énergiques sont en cours.

Quoi qu'il en soit, il est permis de penser que la région où cette lutte vient de se dérouler reste un des principaux objectifs du programme offensif de l'ennemi.

***

COMMUNIQUÉS FRANÇAIS

8 Mai, 14 heures.

Grande activité des deux artilleries, au cours de la nuit, au Nord et au Sud de l'Avre.

Plusieurs coups de main tentés par l'ennemi à l'Ouest de Montdidier, ainsi que dans les régions de Hangard, Thennes et Grivesnes, ont échoué. Nous avons fait des prisonniers.

8 Mai, 23 heures.

Activité des deux artilleries au nord et au sud de l'Avre, sans action d'infanterie.

COMMUNIQUÉS BRITANNIQUES

8 Mai, après-midi.

Nous avons un peu avancé notre ligne en trois endroits à la suite d'opérations locales exécutées avec succès, la nuit dernière, entre la Somme et l'Ancre. Nous avons fait plusieurs prisonniers.

L'artillerie ennemie s'est montrée active, au cours de la nuit, entre Locon et Robecq et dans les environs de Saint-Julien.

Ce matin, de bonne heure, l'artillerie ennemie s'est montrée encore plus active dans le secteur Meteren-Kemmel.

8 Mai, soir.

Ce matin, entre la Clytte et Voormezeele, au cours d'une vigoureuse attaque locale contre les troupes françaises et britanniques, l'ennemi est parvenu, au centre de son attaque, à pénétrer, après de vifs combats, en certains points de notre première ligne.

Les combats continuent dans ces localités.

Partout ailleurs, les attaques ennemies ont été repoussées.

Pendant la nuit, à la suite d'une heureuse opération locale, les troupes françaises ont avancé leur ligne au sud de la Clytte. On a fait quelques prisonniers.

MORT du lieutenant Chaput

Le sous-lieutenant Demeuldre disparu

L'aviation vient de faire encore une perte cruelle en la personne du lieutenant Chaput, mort des suites de blessures rapportées d'un combat livré à un groupe d'avions ennemis. Cet as qui, depuis le début de la guerre, avait fait preuve en maintes circonstances d'une énergie, d'un courage et d'une adresse légendaires, a été victime de sa témérité.

On ne peut rappeler toutes ses prouesses, il faut choisir dans une multitude. C'est lui qui, notamment, le 18 mars 1916, avait abattu un adversaire en le heurtant à 3.000 mètres d'altitude. Laissons-lui faire le récit de cette victoire incroyable d'audace :


Lieutenant CHAPUT

— Je m'étais toujours posé cette question : quand un adversaire fonce sur vous en un accès de rage impuissante et avec l'intention manifeste de vous entraîner à sa suite dans le néant, peut-on non seulement éviter le choc, mais encore endommager suffisamment l'appareil ennemi pour provoquer sa chute tout en s'abstenant de l'accompagner ? Jusqu'ici, chaque fois que le cas s'était présenté, les deux appareils s'étaient écrasés sur le sol. J'avais souvent médité, et j'étais persuadé que la solution du problème était possible. Il suffisait de le prouver expérimentalement. Or, le 18 mars 1916, pour ma deuxième journée de chasseur sur Nieuport, je décidai d'essayer. Mon partner était un L. V. G. Je tire d'abord, je tue le passager. Mais le pilote ne semble pas vouloir se laisser finir aussi facilement. Ne pouvant se défendre, son mitrailleur étant mort, incapable de fuir, mon appareil étant plus rapide que le sien, il veut m'emmener dans la mort. Il cabre en virant, monte vers moi et va provoquer la collision atroce. J'ai mis plein moteur, je suis affreusement inquiet, je l'avoue, tout mon espoir réside dans le travail de mon hélice, tous mes efforts n'ont pour but que d'empêcher mes ailes de heurter l'ennemi. Le voici ! Je cabre au moment de la rencontre et plonge aussitôt après. Dans un fracas épouvantable, mon hélice a happé la queue de l'appareil. La toile du L. V. G. s'est plissée, puis c'est un tourbillon, genre Loïe Fuller. Quant à mon avion, il s'est effondré dans le vide, le moteur tourne, mais tout est brisé. Mon aile gauche s'est pliée. Je coupe et au même instant me vois dépasser par une traînée de flammes. C'est le Boche qui m'a rattrapé dans ma chute. Mais mon appareil, ô joie ! reprend son équilibre, son vol redevient normal et je puis atterrir. Quant au L. V. G. il a tenu à finir sa carrière dans nos lignes pour fournir la preuve palpable de l'aventure et donner raison à la théorie que je soutenais à terre... sans grande conviction d'ailleurs. Dans tout les cas, je ne recommencerai pas ! »

Le lieutenant Chaput comptait 16 victoires à son actif. En voici la liste :

12 juin 1915 ; 18 mars 1916 ; 28 avril ; 16 et 22 mai ; 17, 19, 21 et 22 juin ; 23 juillet ; 12 mai 1917 ; 19 juin ; 22 et 23 mars ; 12 et 21 avril.

Il avait été blessé à plusieurs reprises.

Le sous-lieutenant Demeuldre

Le sous-lieutenant Demeuldre, enfin, as aux 13 victoires, a disparu au cours d'une croisière, le 3 mai. Il descendit dans les lignes ennemies. Ses camarades, aux prises avec un groupe d'avions, ne purent se rendre compte si l'appareil de leur chef de patrouille ne réussissait pas à se redresser en arrivant au sol.

C'est une grande perte pour l'aviation de chasse. Demeuldre avait remporté sa première victoire comme mitrailleur à bord d'avion de reconnaissance (7 septembre 1915) et sa seconde sur avion de réglage comme pilote (23 mai 1917). Devenu chasseur, il se fit remarquer par la rapidité avec laquelle il accumula les succès. Le 3e date du 30 octobre 1917.

A partir du 4e, la régularité devient étonnante : 3 en décembre, les 15, 22 et 23 ; un en janvier (le 3) ; 2 en février (le 3 au cours du même vol) ; 3 en mars (les 8, 16 et 23) ; 1 en avril (le 14).

Les 33e et 34e de Nungesser

Le 7 mai, le lieutenant Nungesser a abattu, au cours du même vol, trois avions, dont deux seulement ont été homologués, portant ainsi à 34 le total de l'as.

Le 5 mai, il avait « probablement » descendu deux autres Boches. Si l'homologation suit, — les confirmations sont souvent longues à obtenir — Nungesser reprendrait la place d'as des as que lui a ravie glorieusement le sous-lieutenant Fonck aux trente-six succès.

Le capitaine Pinsard, évadé d'Allemagne, victime d'un très grave accident l'année dernière, vient de remporter sa seconde victoire depuis son retour au front. Il a incendié un ballon captif, et son total d'appareils vaincus monte ainsi à 18. Le lieutenant Hugues avait, la veille, abattu dans nos lignes sa 12e pièce, tandis que le sergent américain Baylies incendiait son 7e adversaire (les sept en neuf semaines de front).

Le palmarès actuel des chasseurs ayant au moins 10 victoires — seul chiffre admis par les pouvoirs dirigeants pour être consacré as — s'établit ainsi :

Sous-lieut. Fonck..	36	Sous-lieut. Boyau.	14
Lieut. Nungesser..	34	Adjud. Garaud...	12
Sous-lieut. Madon.	25	Sous-lieut. Jailler.	12
Sous-lieut. Guérin.	23	Lieutenant Hugues.	12
Capitaine Heurtaux	21	Sous-lieut. Navarre	12
Capitaine Deullin.	19	S.-lieut. Tarascon.	11
Capitaine Pinsard.	18	Sous-lieut. Ortoli...	11
Major Lufbery.....	16	S.-lieut. Herbelin..	10
Lieut. Chaput.....	16		

Quant au martyrologe des as, il comporte les 4 as suivants ayant plus de 10 boches à leur actif :

Capit. Guynemer..	53	S.-lieut. Demeuldre	13
Sous-lieut. Dorme..	23	Adjud. Lenoir.....	11

Certes, il est moins considérable que celui de l'ennemi, mais quels héros aussi avons-nous perdus !

Jack Philippe.

LES CONDITIONS de la paix roumaine

Bâle, 8 Mai. — On mande de Vienne :

Le traité de paix entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie, la Turquie, d'une part, et la Roumanie d'autre part, comprend huit chapitres.

Le 1er chapitre déclare la guerre terminée.

Démobilisation de l'armée roumaine

Le chapitre II est entièrement consacré à la démobilisation des forces roumaines.

L'article 3 stipule que la démobilisation de l'armée roumaine qui a déjà commencé sera poursuivie immédiatement après la signature de la paix, selon les clauses contenues dans les articles 4 à 7.

D'après ces articles, seules deux divisions employées en Bessarabie peuvent rester sur le pied de guerre afin de protéger la frontière roumaine du côté de l'Ukraine ; toutes les autres divisions doivent être ramenées à un effectif réduit dont le total ne dépassera pas 20,000 hommes. L'effectif de la cavalerie sera de 3,200 hommes, et celui de l'artillerie ne dépassera pas 9,000 hommes.

L'article 8 règle la situation des forces fluviales et maritimes qui resteront intactes jusqu'à ce que la situation en Bessarabie sera éclaircie. Ces forces seront ensuite ramenées sur le pied de paix, à l'exception de celles nécessaires pour la police du fleuve.

Aussitôt après la signature du traité de paix, les forces navales seront libres, sur la base d'un accord spécial, à la disposition des organes chargés de la police du fleuve.

Les cessions territoriales

Le chapitre III traite dans les articles 10, 11 et 12 des cessions territoriales. Le contenu de ces articles est conforme aux renseignements publiés. La Roumanie restitue à la Bulgarie le territoire bulgare de la Dobroudja qui lui était échu par suite du traité de paix de Bucarest de 1913, avec des rectifications de frontières en faveur de la Bulgarie.

D'autre part, la Roumanie cède aux puissances alliées la partie de la Dobroudja située au nord du territoire cédé à la Bulgarie, c'est-à-dire à l'embouchure du Danube.

Enfin, la Roumanie est d'accord pour que sa frontière subisse une rectification en faveur de l'Autriche-Hongrie.

Art. 13. — Les contractants renoncent réciproquement au remboursement de leurs frais de guerre, c'est-à-dire des dépenses qu'ils ont faites pour faire la guerre. Des accords ultérieurs restent réservés pour le règlement des indemnités de guerre.

L'évacuation

Les règles d'évacuation des territoires occupés sont contenus dans les articles 14 à 23. Les territoires roumains occupés seront évacués à une date qui sera convenue plus tard. Les forces armées d'occupation, abstraction faite pour les formations employées dans les services économiques ne dépasseront pas six divisions. L'administration d'occupation actuelle subsiste jusqu'à la ratification du traité de paix.

Les prescriptions que le commandant des troupes d'occupation jugera nécessaires, dans l'intérêt de la sécurité des territoires occupés et pour le séjour et la répartition des troupes, doivent être observées par les autorités roumaines.

Les chemins de fer, les postes et les télégraphes restent jusqu'à nouvel ordre sous l'administration militaire.

Le droit de réquisition de l'armée d'occupation est limité aux fourrages, légumes secs, céréales, laines, bétails, viande, provenant de l'année 1918, aux bois, pétroles et produits pétrolifères, en tenant compte d'une production normale et des besoins intérieurs de la Roumanie.

La navigation sur le Danube

Le chapitre VI règle la navigation sur le Danube.

Aux termes de l'article 24, la Roumanie devra conclure, avec la Quadruplice, une nouvelle convention dont les négociations commenceront à Munich aussitôt après la ratification du traité de paix.

Mais cet article fixe dès maintenant les points fondamentaux de la convention. La commission européenne du Danube est conservée, mais elle ne comprendra plus que des délégués des Etats riverains du Danube ou des côtes européennes de la mer Noire. Ainsi donc les représentants des puissances de l'Entente qui faisaient partie de cette commission sont exclus.

Les puissances de la Quadruplice auront le droit d'avoir sur le Danube des navires de guerre.

Le chapitre VII impose à la Roumanie l'obligation d'édicter l'égalité des confessions religieuses dans le royaume.

Enfin, le chapitre VIII contient les stipulations finales, dans les articles 29 à 31. Ces articles prévoient que les relations économiques de la Roumanie avec la Quadruplice seront réglées par des accords particuliers qui entrent en vigueur, en principe, simultanément avec le traité de paix.

Les ratifications doivent être échangées aussitôt que possible à Vienne. Le traité de paix entre, en principe, en vigueur avec sa ratification.


(Dessin de RAJKY).

— Flûte alors, si c'est à 16 ans qu'on a droit à la carte de tabac.

— T'en fais pas, les feuilles de marronniers commencent à pousser.

LE PROCÈS DU "BONNET ROUGE"

M. Hudelo refusa de rendre le chèque

Une ancienne amie et la fiancée de Landau le défendent avec ferveur

L'intérêt de ce procès rebondit à chaque instant, comme vont le voir nos lecteurs.

Il semblait que tout avait été dit, après huit audiences, sur les charges relevées par l'accusation et les responsabilités alléguées.

On estimait que l'audience, dont on va lire le compte rendu, se déroulerait dans le calme propre à l'audition des témoins de moralité, dont le défilé avait commencé la veille.

Il n'en a rien été.

La défense avait à répondre à des insinuations et elle a posé les questions nécessaires à ceux qu'elle avait fait appeler.

L'accusation avait à son tour à mettre au point des impressions apportées, à la barre, par ceux qui ne partageaient pas entièrement sa thèse.

Il n'y a pas eu d'incident. Mais des précisions n'ont point manqué.

C'est M. Guernut, secrétaire général de la Ligue des Droits de l'Homme, témoin cité à la requête de Marion, qui est le premier appelé à la barre.

Il dépose que la sœur de l'inculpé, qui tient un commerce de cycles à Cherbourg, a été victime d'une tentative d'enlèvement de papiers qu'elle rapportait de Paris. La « Ligue des Droits de l'Homme » fut saisie de ces faits — ou plutôt son président. L'individu qui s'est présenté pour tenter d'obtenir la remise des documents est demeuré inconnu.

Sur l'invitation de la défense, le témoin nous parle des documents de « Salonique » que Marion, on se le rappelle, avait été chargé par Almereyda de faire dactylographier au plus vite.

Pour M. Guernut, l'Allemagne n'avait pas besoin des papiers, un instant confiés à Marion. Elle était au courant de tout, tant par la Cour de Grèce, que par les « grands escogriffes hellènes », à la solde de nos ennemis, qui encombraient les quais de Salonique, et qui, sans se dissimuler, prenaient des notes à chaque débarquement de nos troupes.

D'ailleurs, dit le témoin, le grand quartier général allemand n'a pas déplacé un homme, à ce moment, sur le front roumain. Il y avait 25 divisions. Elles sont restées à la même place. Si les Roumains ont été obligés de reculer, la cause en est due à la félonie du ministre russe Sturmer.

Le délit commis par le capitaine Mathieu et M. Paix-Séailles est-il un simple « délit contraventionnel » dont on doit se féliciter, puisqu'il a « sauvé un général et une armée » ? La question n'est pas à poser en ce moment. C'est ce que le colonel Voyer fait observer.

— Vous direz cela devant le deuxième conseil de guerre, dans le procès intenté à ceux dont vous venez de prononcer les noms.

Cette remarque faite, on entend M. Roche, imprimeur, en relations avec Marion depuis une dizaine d'années : témoignage de moralité.

Une réplique à M. Bruyant

Me Guillain, avocat de M. Leymarie, a fait citer M. Chiappe, chef de bureau au ministère de l'Intérieur, et qui a été pendant trois mois le collaborateur de l'ancien directeur de la Sûreté générale — entré avec lui, parti avec lui.

— C'est moi qui étais chargé des rapports de notre service avec M. Bruyant. Je lui ai donné communication de tout, puisque j'en avais reçu l'ordre — général et particulier. J'ai reçu des ordres formels. Je les ai scrupuleusement exécutés. Aucune information sérieuse n'est parvenue à notre service qui ait été ignorée des autorités militaires. Tous les jours, nous adressions au ministère de la Guerre, au 2e bureau, au grand état-major, au service des étapes, une note sur ce qui nous était parvenu dans la journée, sur le résultat de la surveillance dont étaient l'objet les permissionnaires en relation avec les pacifistes. Des rapports avaient été, on l'a dit, demandés aux préfets. Ils furent tous communiqués au grand quartier général, et pour que le résultat des mesures prises dans l'intérêt de la défense nationale fussent plus efficaces, nous avions donné l'ordre aux préfets d'adresser aux commandants des régions copie de ce qu'ils nous envoyaient à nous.


M. Guernut — M. Chiappe

J'ajoute enfin que, quand

adressa au ministère de la Guerre l'appel dont on a parlé, je m'empressai d'en parler à M. le lieutenant Bruyant et de m'en étonner. Il me répondit : Ça ne peut être qu'un malentendu.

Les témoins de Joucla

Le témoin retiré, on entend ceux qu'a fait citer Joucla. Le premier vise des questions un peu intimes, qui n'ont rien à voir avec le procès. Le défenseur, Me Aubin, avant de poser des questions, adjure son client de ne pas intervenir, car en fait de gaffes...

M. Mornet. — Oh ! votre client n'est pas si bête qu'il en a l'air. (Hilarité prolongée.)

Et le témoin — une ancienne amie — ajoute :

— Cet homme est un faiseur d'embarras !

Le frère de Joucla vient ensuite déclarer qu'il a un jour fait cadeau à l'inculpé d'un tube de fusée éclairante. On avait, en le trouvant dans la malle du client de Me Aubin, un instant pensé qu'il s'agissait d'un engin suspect» .

M. Chassereau, publiciste, achève de nous faire le portrait de Joucla.

— Il arriva à Paris avec cet enthousiasme débordant qui nous est propre, à nous autres méridionaux. (Rires prolongés.)

Le président — Vous pouvez continuer. Ce n'est pas une raison pour vous arrêter. (Hilarité générale.)

Me Aubin. — Pour vous, cet homme est un simple.

— Plus qu'un simple, *un minus habens*, un faible.

Me Aubin. — Et vous avez été bien étonné quand vous avez vu qu'il avait été arrêté pour...

— Non !

M. Mornet. — Pourquoi ?

— Parce que le besoin, la nécessité, la difficulté de la lutte pour la vie, les milieux dans lesquels il évoluait et le manque du ressort nécessaire pour réagir que j'avais constaté dans ce malheureux...

Les autres témoins appelés par le client de Me Aubin n'étant pas encore arrivés, on entend ceux qui ont été cités à la requête des autres accusés.

Les témoins de Landau

Le premier est une ancienne amie de Landau.

—Je ne le suis plus. On pourrait donc s'étonner de ma présence ici à cette heure. Mais il a été si bon, si généreux — pour tout le monde sans exception — il m'a tant donné de son cœur que je lui ai conservé la première place dans le mien. (Mouvements prolongés.)

Le témoin a fait en Espagne des conférences en faveur de la propagande française. Elles étaient préparées par Landau, qui était un travailleur infatigable et qui n'est pas l'individu vivant du jeu — notamment — qui nous a été représenté par le rapport.

Mme Vial, qui est la fiancée de l'inculpé, donne la même favorable impression sur


Mme Vial

lui. C'est à la demande du témoin qui, désirant voir de près M. Caillaux, dont on parlait tant à l'époque et partout, que fut effectué le voyage à Mamers dont il a été longuement question.

Mme Vial a reçu des lettres anonymes dans lesquelles on la prévenait que si elle voulait renoncer à une reprise de 600.000 francs sur sa dot, la campagne contre Landau cesserait. La lettre est écrite sur papier à en-tête d'un journal... républicain.

Mais Me Bacri, avocat de Landau, fait observer que le témoin a la conviction que cette tentative — reprise dotale — a un lien étroit avec la campagne menée par un journal... de droite, notamment par M. Léon Daudet, « procureur du roi ».

M. Mornet. — On a même dit que j'étais son substitut. (Hilarité prolongée.) Si vous saviez comme je m'occupe peu de la campagne des journaux...

M. Mornet fait une autre observation, à propos de la présence à la barre de M. le docteur Lucien Heffler, père de Ladislas Heffler, mort, il y a dix ans, et qui était beau-frère de Landau.

Landau dit que s'il a fait citer ce témoin, c'est pour répondre à M. Léon Daudet qui avait écrit à M. le capitaine Bouchardon, prétendant que le client de Me Bacri avait eu, grâce aux Heffler, des entrevues avec M. de Schoen, ambassadeur d'Allemagne.

Landau se lève :

— Le fils de M. le docteur Lucien Heffler était magistrat, procureur de la République à Melun. Il a été mobilisé.

M. Mornet. — Et il est tombé glorieusement à l'ennemi, en 1914, à Ypres. Et laissez-moi tout de suite ajouter un mot. Nous ne devons rien déchirer des notes qui sont transmises à l'instruction. Nous conservons toutes les insanités. Ce qui ne veut pas dire que nous en fassions cas. Nous les classons dans des dossiers annexes. Voilà tout.

Nous passons ensuite à une question de comptabilité. Il y a sur les livres de la *Tranchée républicaine* mention d'une somme de 10.000 francs versée au journal ?

Landau dit : c'est mon apport à moi, de mes économies à moi, et non de l'argent de Duval — que celui-ci ne pouvait me verser au plus tôt que le 29 mai 1917, quand il a été mis en possession du chèque.

— La preuve en est que fin mai, cinq numéros de la *Tranchée* avaient déjà paru, que j'avais dû faire le nécessaire pour faire face à toutes les dépenses.

Était-ce « avancé », en attendant que Duval eut rempli son engagement ? M. Mornet le pense. La défense le conteste.

Le labeur de M. Leymarie

M. Barbier, administrateur de l'Agence Havas, vient faire l'éloge de M. Leymarie qu'il voyait tous les jours au ministère de l'Intérieur.

— Des liens de bonne et solide amitié n'ont point tardé à s'établir entre nous, qui n'ont fait que grandir avec le temps. Il faut l'avoir vu au ministère de l'Intérieur, à cette époque terrible, où il avait à faire face à un labeur écrasant, travaillant 14, 15 et 16 heures par jour, recevant cinquante personnes, répondant à cinquante coups de téléphone, pour se faire une idée des services qu'il a rendus. Il a toutes les qualités d'un grand administrateur et d'un grand fonctionnaire. Sa porte était largement ouverte — peut-être un peu trop et à n'importe qui. Mais il faut se rendre compte de l'atmosphère d'alors. Peut-être a-t-il commis une imprudence. Il l'a chèrement payée. Mais, moi, qui l'ai vu à l'œuvre, je m'empresse de rendre hommage à la ferveur de son zèle patriotique.

On en revient à Landau

Avec M. Merle, qui a été fondateur du *Bonnet rouge* et qui est aujourd'hui mobilisé, on en revient à Landau.

M. Merle a quitté le journal en mai 1914, à la suite d'une série de petites difficultés avec Almereyda. L'accusation de trahison dirigée contre les inculpés d'aujourd'hui étonne le témoin.

— Pour trahir, il faut s'entendre. Or, il n'y avait pas de maison où on vécut plus défiant les uns des autres, plus incapable d'obéir à une direction quelconque. Almereyda avait peur d'être supplanté par

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Goldsky, et il ne pouvait sentir ce bavard, ce ramasseur de racontars qu'est Landau.

J'ai lu dans les journaux que l'accusation reprochait une sorte de parallélisme de campagne entre la *Gazette des Ardennes* et le *Bonnet*. Or, mon colonel, je dois vous dire qu'un jour, revenant en permission, et voyant Almereyda, je lui déclarai ceci : Je vais te faire une surprise, je vais te montrer un article de Clemenceau reproduit dans la *Gazette des Ardennes*. — Ça me fait plaisir, s'écria-t-il. Ça va me permettre de l'asticoter un peu. (Rires.)

Mon colonel, je jette ainsi dans le débat le nom de M. Clemenceau parce qu'il le faut dans l'espèce, mais, moi qui viens du front, je me hâte de dire qu'il n'y a pas d'homme qui ait bénéficié parmi nous d'une pareille admiration.

M. Hudelo et la remise du chèque

M. Hudelo, actuellement préfet de Nantes, a été appelé par le commissaire du gouvernement pour préciser certains faits :

— Vous étiez directeur de la Sûreté générale au moment de la restitution du chèque. Voulez-vous nous dire ce que vous savez ?

— Je n'ai connu cette affaire que par M. Leymarie, directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur, qui me dit un soir : « Vous allez recevoir un chèque du ministère de la Guerre, je vous prie de le recevoir et de le restituer ».

Pourquoi, lui dis-je ; à qui remettre ?

A Duval, me répondit-il.

Et qui est-ce, Duval ?

M. Leymarie me donna les renseignements et me parla de la liquidation de la San-Stefano.

Quand je sus le montant du chèque, l'histoire de dépôt à l'Hôtel International, j'eus un mouvement de surprise. J'avais entendu parler de cet hôtel, et pas bien favorablement. Je refusai en disant qu'il en serait ainsi tant que je ne connaîtrais pas l'origine de l'argent — par l'intermédiaire de l'autorité militaire, seule compétente pour faire l'enquête — au delà de la frontière.

Le lendemain, vers midi, M. Leymarie me téléphona en me demandant si j'avais reçu le chèque.

Je lui dis non et je n'en entendis plus parler.

Huit jours après j'étais nommé préfet de police, et quinze jours après je me rendais chez le président du Conseil pour lui rendre compte des opérations faites par mon administration en vue de l'épuration de Paris, perquisitions, arrestations. Nous fûmes amenés à causer des constatations que nous avions pu faire sur la propagande allemande, et incidemment je parlai du chèque Duval.

— Qu'est-ce que cela ? me dit le président du Conseil.

Je le mis au courant. Quelques jours après l'information était ouverte.

M. Mornet. — Votre impression n'était-elle pas qu'on avait voulu faire endosser à votre administration — j'entends la Sûreté générale — la responsabilité de la remise du chèque ?

— C'est en effet mon impression. J'ajoute que je rédigeai tout de suite une note, car je craignais qu'on arrivâ subrepticement à ce que vous venez de dire.

— Et où est cette note ?

— Mais vous devez l'avoir.

M. Mornet. — Pas du tout.

— En tout cas, moi je l'ai remise à M. Sebille. Je disais dans cette note qu'il y avait un *empêchement dirimant* à la réception et à la restitution par mon administration du chèque en question.

M. Mornet. — Est-ce que votre service n'avait pas de renseignements sur Marx ?

— Si ! C'était un petit banquier qui s'occupait de placer des titres non cotés, et quelque peu de propagande.

M. Mornet. — N'aviez-vous pas eu à vous demander si l'argent allemand n'était point pour quelque chose dans la campagne du *Bonnet rouge* ?

— Si, monsieur le commissaire du gouvernement. La question était à l'étude.

M. Leymarie, questionné sur le point de savoir s'il a une observation à présenter au sujet de cette déposition, fait observer, encore une fois, qu'il n'a parlé que de la « remise » du chèque à l'administration de la Sûreté générale, que celle-ci le refusant, il fut interrogé par le chef du 2e Bureau — on le sait, et sous quelles conditions — sur l'opportunité de la « restitution » à l'administrateur du *Bonnet rouge* et qu'il déclara n'y voir aucun inconvénient.

Il répète qu'il avait confiance en Duval, et il répète aussi qu'il surveillait de si près les faits « d'intelligence avec l'ennemi » que c'est à lui qu'on doit la filature et l'arrestation de Joucla.

M. Hudelo, ces explications données, va se retirer. Mais, appelé par dépêche la veille, par le commissaire du gouvernement, il vient de déposer alors que les vingt-quatre heures prévues par la loi ne se sont pas écoulées entre la citation et la comparution. Il s'en faut... d'un quart d'heure. La fo-orme, la fo-orme, avant tout ! La défense en demande acte. Le conseil y fait droit. C'est une légère irrégularité, qui n'a aucun rapport avec la « manifestation de la vérité », comme on dit au Palais.

Et on lèverait l'audience — enfin — si M. Faralicq ne venait de télégraphier que Mme Ahmerd se refuse à venir à Paris. Elle maintient ses déclarations dernières, qu'enregistrait avant-hier le *Petit Journal*, mais reste la date du reçu qu'elle ne peut expliquer. Peut-on faire photographier cette pièce et lui envoyer une épreuve ? La question est posée au conseil qui appréciera et donnera la réponse à l'audience de demain, vraisemblablement.

Aujourd'hui, en effet, il ne siège pas.

H. M.

Une déclaration au liquidateur de la San-Stefano

(*Du correspondant du* Petit Journal)

Genève, 8 Mai. — Me Poncet, notaire, l'un des liquidateurs de la San-Stefano, déclare qu'officiellement Duval est venu huit fois à Genève pour la San-Stefano, la première fois le 26 juin 1914, la dernière le 9 mai 1917. Me Poncet ignore s'il voyait souvent Marx, mais il le rencontrait aux assemblées ; il déclare impossible que Duval ait touché le 29 juin 1914 une somme de 345.000 francs provenant de la liquidation, celle-ci n'ayant eu lieu que le 13 juillet 1917.

LES AFFAIRES EN COURS

Le capitaine Bouchardon a entendu hier le colonel Goubet, ancien chef du 2e bureau au ministère de la Guerre, et un commandant en retraite, pour l'affaire Caillaux.

Le lieutenant Jousselin a interrogé le capitaine Ladoux au sujet de la plainte en chantage déposée par Pierre Lenoir qui se plaignit que le contrat du 28 décembre 1915 par lequel il se dessaisissait de ses actions du *Journal* représentant 5.500.000 francs, lui eût été arraché par les menaces de MM. Humbert, Leymarie et le capitaine Ladoux.

Dans l'après-midi, le lieutenant Jousselin a interrogé les deux inculpés d'intelligences avec l'ennemi, le député Loustalot et l'avocat Paul Comby, à propos des nouveaux renseignements reçus d'Italie les concernant.

Après la mort de Bolo

Peu après sa condamnation à mort par le 3e conseil de guerre, Bolo pacha reçut dans sa cellule de la prison de la Santé la visite du lieutenant Gazier, substitut du capitaine Bouchardon, qui vint l'interroger sur certains faits particuliers touchant son complice Cavallini arrêté à Rome. A l'appui de ses éclaircissements, Bolo invoqua le témoignage de deux personnes. Hier, celles-ci ont été interrogées par le lieutenant Gazier, par ordre du capitaine de Robertis, rapporteur auprès du 1er conseil de guerre de Rome, lequel poursuit son information contre Cavallini et ses nombreux complices.

Le Conseil municipal fait ses adieux à M. Delanney

La réception faite, hier, à M. Delanney par les bureaux du Conseil municipal et du Conseil général a été marquée par une émotion réciproque des élus et de l'administrateur se séparant. Nombreux étaient les conseillers qui s'étaient joints à leurs bureaux.

M. Ambroise Rendu a rappelé les grands travaux auxquels M. Delanney s'était intéressé et l'a félicité du poste que le gouvernement lui avait donné en reconnaissance de sa valeur personnelle.

M. Emile Deslandres a ensuite prononcé quelques paroles très vibrantes d'hommage.

M. Delanney, très ému, a remercié, faisant remarquer que s'il avait pu faire quelque chose d'utile pour la Ville, c'était grâce à la collaboration de tous, il s'est montré très heureux de voir M. Autran à la préfecture de la Seine.

Une plaquette, portrait de M. Delanney par le graveur Dupuis, a été remise à l'ancien préfet de la Seine en témoignage de reconnaissance des services rendus à la Ville de Paris et au département.

Arrestation d'un spéculateur sur la viande

Il y a trois semaines, le Parquet de la Seine chargea M. Deiss, juge d'instruction, d'ouvrir une information contre certains producteurs et commissionnaires en bestiaux au marché de la Villette qui, par leurs manœuvres frauduleuses, faisaient hausser le prix de la viande. Plusieurs d'entre eux furent arrêtés.

Le juge laissa en liberté provisoire le régisseur du domaine de La Chesnaye, M. Gabriel Blot, à Sainte-Néomaye (Deux-Sèvres), lorsque ces jours-ci le magistrat apprit que celui-ci continuait ses pratiques de hausse illicite. Il l'a fait venir hier à son cabinet, l'a mis en état d'arrestation et envoyé à la prison de la Santé.

Au Congrès des P.T.T.

Les vœux

Le Congrès de l'Association générale des agents des P. T. T., après avoir décidé la reprise des relations fédérales avec le syndicat des sous-agents des postes et désigné des délégués chargés de s'aboucher avec les deux autres organisations syndicales en vue de fixer les bases d'un accord durable, a voté à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

« Le Congrès, convaincu que l'action du conseil d'administration a toujours été conforme aux traditions de l'Association et qu'il a été complètement indépendant vis-à-vis de l'administration, invite le conseil à retirer sa démission et insiste particulièrement auprès du camarade Prévost pour qu'il remplisse le mandat qui lui a été confié. »

Après le vote de cette motion, le conseil d'administration a retiré sa démission.

Le Congrès s'est occupé ensuite de la question de la transformation de l'Association en syndicat. Un ordre du jour donnant mandat à la commission de dissoudre l'Association et de la transformer immédiatement en syndicat est mis aux voix.

La vente de l'atelier Degas

La vente de l'atelier Degas s'est terminée hier après-midi à la galerie Georges Petit, au milieu de l'énorme affluence des amateurs des jours précédents.

Le feu des enchères a été très disputé, citons pour exemple le prix de certaines œuvres : *Portrait de Duranty*, 95,000 fr.; *Groupe de danseuses*, 80,100 fr.; *Portrait de femme*, 75,000 fr.; *La répétition au foyer de la danse*, 36,100 fr.

Dans les pastels : *Trois danseuses*, 32,600 francs ; *Danseuses en bleu*, 25,500 fr.; *Deux danseuses*, 14,002 fr.; *Aux courses*, 30,000 f.; *Femme assise*, 14,000 fr.

Le musée du Luxembourg s'est rendu acquéreur de 17 dessins pour la somme de 32,000 fr.

Le montant de la vacation d'hier a atteint le joli chiffre de 1,902,900 fr.; ce qui porte le chiffre total des trois vacations à la somme respectable de 5,602,400 francs.

DERNIÈRE HEURE

LES ATTAQUES du général Maurice contre MM. Bonar Law et Lloyd George

Les accusations lancées par le major général sir F. Maurice, ex-directeur des opérations militaires britanniques, contre M. Bonar Law et M. Lloyd George, ont provoqué un gros incident politique que la Chambre des communes résoudra aujourd'hui.

Les membres du gouvernement mis sur la sellette ne paraissent pas autrement émus des griefs qui leur sont reprochés et il est probable que les explications qu'ils fourniront au Parlement seront de nature à clore l'incident sans autre suite. Mais en tout état de cause il paraît profondément regrettable qu'un chef militaire de la notoriété du major général Maurice ait choisi le moment actuel pour alimenter une campagne politique contre le gouvernement. Il y a là, de sa part, un oubli des règles de la discipline militaire et une incompréhension de la gravité de l'heure présente qui déroutent tout juge impartial.

La motion de M. Asquith sera discutée aujourd'hui

Londres, 8 Mai. — M. Bonar Law déclare à la Chambre des communes que la motion de M. Asquith, relative à la nomination d'une commission spéciale d'enquête sur les allégations du général sir F. Maurice sera discutée demain.

L'attitude des partis

Londres, 8 Mai. — Ce soir, le comité de guerre unioniste s'est réuni et a discuté l'incident soulevé par le général sir F. Maurice. Il a décidé de voter demain en faveur du gouvernement.

On assure que le comité de guerre libéral a pris une décision analogue.

L'attitude du parti parlementaire ouvrier dépendra de la tournure que prendra la discussion.

On ne s'attend pas à ce que les nationalistes reviennent d'Irlande pour prendre part au débat. — (*Havas.*)

" Il faut que nous ayons en France une armée de 5 millions de combattants et si besoin une autre armée de 5 millions" *dit M. Roosevelt*

New-York, 8 Mai. — Hier soir, à l'occasion d'une grande manifestation anniversaire du *Lusitania*, M. Roosevelt, principal orateur, a dit :

Voilà trois années et demie que les Français, les Italiens, les Anglais et les autres alliés combattent dans la guerre qui est autant la guerre américaine que la leur.

Voilà trois années et demie que les meilleurs et les plus braves d'entre eux versent à flots leur sang.

Il faut aujourd'hui que nous combattions jusqu'à la victoire pour que le sacrifice de leurs existences ne soit pas vain.

Aucun Américain n'a le droit de s'estimer satisfait tant que nous n'aurons pas en France tant de millions de combattants que nous ayons soulagé les armées anglaise et française de l'effort pussant auquel elles sont soumises, et que nous ayons pris cet effort à notre charge, car nous méritons de le supporter.

J'espère voir les Etats-Unis fournir immédiatement une armée de 5 millions de combattants et faire savoir en même temps au département de la Guerre, qu'en cas de besoin, on peut compter sur 5 autres millions de combattants.

Le pirate fut-il coulé ?

Washington, 8 Mai. — Le département de la marine annonce que le vapeur américain *Tide Water* a rencontré un sous-marin allemand le 17 mars.

Le second coup de canon tiré par le vapeur atteignit de plein fouet le sous-marin qui s'immergea immédiatement et ne reparut pas.

Un sénateur américain propose d'annuler la dette de la France

Washington, 8 Mai. — Le sénateur Kenyon a soumis à l'agrément du Sénat une proposition tendant à annuler la dette de guerre contractée par la France vis-à-vis des Etats-Unis et à supprimer tous paiements des intérêts de cette dette. Cette proposition a été envoyée pour étude à la commission des finances.

LES CRIMES BOCHES en Belgique occupée

(*Du correspondant du* Petit Journal)

Le Havre, 8 Mai. — On confirme la condamnation à Anvers de 52 Belges dont 24 furent exécutés récemment.

On reçoit d'émouvants détails relatifs à ces exécutions. Les condamnés, dont l'abbé Moons et le fonctionnaire de légation van Bergen, firent preuve du plus grand courage. Douze balles trouèrent la tête de van Bergen comme il chantait cette phrase de la « Brabançonne » : « Nous le jurons tous, tu... »

La paix de Bucarest

Le Kaiser surexcité évoque la paix victorieuse

Bâle, 8 Mai. — On mande officiellement de Berlin que le chancelier de l'empire a annoncé à l'empereur Guillaume la signature du traité de paix de Bucarest par le télégramme suivant :

J'ai l'honneur d'annoncer respectueusement à Votre Majesté impériale que la paix a été conclue avec la Roumanie, aujourd'hui, à Bucarest ; cet événement met fin à l'état de guerre sur tout le front oriental.

Sous la ferme et victorieuse direction de Votre Majesté, grâce à l'abnégation de tout le peuple allemand, et particulièrement à l'esprit de sacrifice de ses chefs glorieux et de son armée disciplinée, nous avons obtenu un succès dont la grandeur historique ne sera complètement comprise que des générations futures.

Je prie Votre Majesté de daigner à cette occasion recevoir mes très respectueuses félicitations. En exprimant ma profonde reconnaissance pour ce qui fut accompli avec l'aide de Dieu, j'ai le ferme espoir que sur les autres champs de bataille, également, la guerre se terminera par le triomphe de notre juste cause.

Signé : Comte HERTLING.

L'empereur Guillaume a répondu au chancelier par le télégramme suivant :

La conclusion de la paix avec la Roumanie m'a rempli d'une fierté joyeuse et d'une profonde reconnaissance pour le patriotisme inébranlable avec lequel le peuple allemand, grâce à l'aide de Dieu, se fraye un chemin pas à pas vers un avenir prospère sous la brillante direction de ses chefs militaires et de ses hommes d'Etat.

J'éprouve le besoin de vous adresser mes plus chaleureux remerciements à vous et à vos collaborateurs à cette occasion.

Dieu nous aidera à briser la résistance des puissances qui sont encore en guerre avec nous et à conclure une paix victorieuse avec les ennemis de l'Allemagne et de ses alliés.

Le Kaiser décore Kuhlmann et Hertling

Bâle, 8 Mai. — On mande de Berlin :

Le kaiser félicite par dépêche von Kuhlmann de la signature de la paix avec la Roumanie et lui confère, comme marque de sa gratitude, l'ordre de la Couronne royale de première classe.

Au comte Hertling il a conféré la croix de fer de première classe.

COMMUNIQUÉS DES ALLIÉS

BELGE

Activité moyenne des deux artilleries.

Sur le front belge, un de nos aviateurs a incendié deux ballons allemands vers Zarren. Un avion ennemi a été abattu dans nos lignes par un des nôtres ; il est venu s'écraser vers Westeleteren.

ITALIEN

Rome, 8 Mai (Officiel). — *Commandement suprême :*

Sur l'ensemble du front, le mauvais temps a limité l'activité réciproque de l'artillerie et des patrouilles.

ARMEE D'ORIENT

7 Mai. — Activité d'artillerie de part et d'autre sur tout le front compris entre le lac de Doiran et Monastir.

Deux tentatives ennemies sur les positions serbes, près de Vetrenik et à l'est de la Cerna, ont été repoussées.

MESOPOTAMIE

Londres, 8 Mai. — (Officiel. — *Une partie de nos troupes est entrée à Kirkuk, le 7 mai, sans opposition de la part de l'ennemi.*

Les Turcs, qui se sont retirés vers le petit Zab, ont laissé 600 hommes dans l'hôpital de la ville, abandonnant également trois avions endommagés.

Le prix du beurre a baissé en Normandie

(*Du correspondant du* Petit Journal)

Caen, 8 Mai. — Une grande baisse aujourd'hui s'est produite au marché de Villers-Bocage, centre beurrier important. Le choix s'est vendu 5 fr. 60 le kilo, la première qualité 5 fr. 50.

Cette baisse s'explique par la production intensive à cause de la saison et des demandes moins grandes des expéditeurs sur Paris.

On ne prévoit pas le maintien de la baisse au delà du prochain marché à cause du mécontentement des producteurs, qui arrêteraient la fabrication du beurre et se prépareraient à vendre le lait aux fromagers — accapareurs à prix élevé.

Vendredi dernier, le marché à Caen a baissé de deux francs par kilo.

L'APPLICATION des jours sans viande

Les représentants du commerce de la boucherie en gros et en détail se sont réunis, hier, à la préfecture de police. M. Paoli, secrétaire général, présidait, assisté de M. Marc Honnorat, chef de la deuxième division.

Les représentants des commerçants se sont mis d'accord avec l'administration en ce qui concerne l'application du décret sur les trois jours sans viande.

Ont été arrêtées notamment les mesures pour la fourniture de la viande aux catégories de personnes ou d'institutions qui peuvent, aux termes de ce décret, bénéficier de dérogations : maisons d'instruction, hôpitaux, malades soignés à domicile et militaires.

Pour la remise en culture des terres abandonnées

Les propriétaires, régisseurs de propriétés et les notaires sont priés de faire connaître à M. Compère-Morel, commissaire à l'Agriculture, 6, cité Vaneau, Paris, les exploitations abandonnées ou dont les baux arrivent à expiration afin d'y placer les agriculteurs évacués qui pourront bénéficier des avances attribuées par les comités départementaux d'action agricole, en application de la loi du 4 mai 1918, relative à la mise en culture des terres abandonnées.

A travers Paris

Un gardien de la paix reçoit la médaille militaire

M. Thomas (Alexis), gardien de la paix, mobilisé de Paris, vient de se voir conférer la médaille militaire avec cette citation :

« Très grièvement blessé par éclats de bombe, alors qu'il allait coopérer à l'extinction d'un incendie au cours d'un bombardement par avions ennemis. Déjà cité à l'ordre de la brigade pour sa belle conduite au feu. »

Le trésor perdu

Un employé d'une grande banque, 45, boulevard Voltaire, ramassait hier dans le hall de l'établissement, un coffret en bois qui, lorsqu'il fut ouvert, laissa échapper une profusion de bijoux. C'était une vraie corne d'abondance. On fit l'inventaire du précieux coffret. Il contenait 112 bagues et 116 boucles d'oreilles, le tout en or rehaussé de pierreries. Le trésor perdu a été remis au commissaire de Saint-Ambroise.

Quinze fois escroc

« Versez-moi une somme de 500 francs, je ferai revenir de suite votre frère d'Allemagne. » C'est ainsi que Joseph Fercourt, 43 ans, demeurant à Bagnolet, entamait hier la conversation avec Mme Louise Depréjeant, corsetière, rue de Cléry. Cette dernière fit arrêter l'individu, qui déclara avoir réussi jusqu'à présent quinze escroqueries semblables. Les sommes ainsi volées atteignent plus de 6.000 francs.

Les meubles révélateurs

En arrivant en permission, M. Joseph L..., demeurant rue de l'Annonciation, passait hier matin devant un marchand de meubles installé rue de Passy. A la vitrine, il crut reconnaître une partie de son mobilier. Il entra et il apprit que ces meubles avaient été vendus quelques jours auparavant par une personne habitant le quartier qui partait en voyage.

Bientôt il apprenait que sa femme avait quitté le domicile conjugal après avoir tout vendu, en compagnie d'un jeune homme qu'elle faisait passer pour son cousin.

La protection de la colonne Vendôme s'effondre

Les sacs de terre qui protègent les soubassements de la colonne Vendôme se sont écroulés hier soir sans causer, du reste, aucun accident de personnes.

FAITS DIVERS

3e arrt. — Rue des Francs-Bourgeois, M. Jean Joseph Leranty, 64 ans, tombe par la fenêtre d'un cinquième étage, se fracture le crâne et meurt sur le coup.

6e arrt. — Quai des Grands-Augustins, M. André Raliaux, 60 ans, maraîcher, demeurant rue de Paris, à La Plaine-Saint-Denis, tombe d'un tramway et se fait broyer par un taxi. A la Charité.

7e arrt. — Rue de Bellechasse, Mme Louise Jadelon, 29 ans, couturière, demeurant 48, rue Dupin, est frappée d'un coup de couteau par son amant, et blessée grièvement. A Necker. Le meurtrier est en fuite.

10e arrt. — M. Alfred Bulot, maçon, qui manipulait hier un détonateur de grenade, ramassé à la Courneuve, a provoqué l'éclatement de cet engin et a été grièvement blessé à la cuisse. A Saint-Louis.

11e arrt. — Rue de la Folie-Méricourt, on arrête Léonce Rénaud, 26 ans, déserteur, inculpé d'assassinat commis à Marseille en février dernier.

12e arrt. — Quai d'Austerlitz, M. Antoine Gobil, demeurant 15, rue Pierre-Lescot, au cours d'un déchargement, reçoit un lingot d'acier qui lui broie le thorax. Dans le coma à Saint-Antoine.

13e arrt. — Boulevard Arago, M. Antonin Challet, 49 ans, couvreur, demeurant 12, rue Edmond-Gondinet, tombe d'une toiture et se tue.

17e arrt. — Avenue de Villiers, la nuit dernière, un auto-taxi a renversé M. Paul Pézière, 57 ans, ajusteur, 44, route d'Orléans, à Bagneux, et a eu le crâne fracturé. A Beaujon.

— Le petit Roger Evillon, 5 ans, demeurant chez ses parents, 167, avenue de Clichy, a été écrasé, hier, vers midi, par un camion militaire.

LE DOCTEUR LANGLET promu officier de la Légion d'honneur

Par décret rendu sur la proposition du ministre de l'Intérieur, le docteur Langlet, maire de Reims, est promu au grade d'officier de la Légion d'honneur.

Sont nommés chevaliers de la Légion d'honneur :

MM. Simonet, directeur de l'asile d'aliénés de Bailleul (Nord) ; le docteur Samsoen, conseiller municipal d'Hazebrouck ; le docteur Hoel, médecin des hôpitaux de Reims.

Autour de Paris

Est-ce un crime ?

Armand Barthelot, 31 ans, originaire du Loiret, employé chez M. Guingamp, 92, rue Barrault, à Paris, était parti le 25 avril conduire un cheval à Rambouillet ; il était porteur de 1.000 francs. Il déjeuna à Saint-Cloud en compagnie d'une jeune femme et, de ce jour on ne le revit plus. Son corps a été retiré hier de la Seine, à Saint-Cloud ; dans les poches on n'a retrouvé que 600 francs et on ne sait ce qu'est devenu le cheval. Le parquet de Versailles a donc ouvert une enquête.

Assaillie et jetée à l'eau

Une ouvrière, Mme Augustin, née Chevalier, demeurant à Paris, 19, rue de l'Ecluse, était venue chercher à s'embaucher en usine rue de Bellevue, à Boulogne, et regagnait avant-hier soir la gare de Saint-Cloud, lorsque, sur le pont de Saint-Cloud, trois individus, dit-elle, l'assaillirent, lui arrachèrent sa montre et son porte-monnaie et, comme elle criait au secours, la jetèrent dans la Seine. Entraînée par le courant, la jeune femme put aborder sur la rive de Saint-Cloud, avec l'aide d'un passant intervenu et se réfugia au commissariat où elle porta plainte.

Les réfugiés de Valenciennes

Le comité des réfugiés de Valenciennes s'est réuni hier, au *Petit Journal*, en assemblée générale.

Le président, M. Wallon, fils de l'ancien sénateur, professeur au lycée Janson-de-Sailly, a rappelé qu'après le 21 février 1916, date de la constitution de l'association, celle-ci avait créé une commission de secours, chargée également de la propagande pour obtenir des souscriptions.

Grâce au bureau de l'association, l'activité de l'œuvre se développa ; elle vint en aide à 600 familles, représentant environ 1.500 personnes.

Le président a remercié le *Petit Journal* de l'hospitalité donnée à l'association des octobre 1914, et aussi ceux des ses membres qui, disposant de quelques loisirs, donnèrent leur concours à la permanence qui y est installée.

En terminant, M. Wallon a envoyé le respectueux salut de l'association au docteur Fauchon, au maire vénéré « qui a si vaillamment défendu Valenciennes contre un despotisme odieux ; qui a payé de la déportation et paie encore aujourd'hui de l'exil sa résistance héroïque ». Il a joint à ce tribut de reconnaissance toute la municipalité de Valenciennes.

En fin de séance, l'assemblée a voté des remerciements à son comité.

Programme des Spectacles

Opéra, 7 h. 1/2. — Aïda.
Français, 1 h. 1/2. — Electra, Voyage de M. Perrichon ; 7 h. 3/4, l'Aventurière, l'Anglais tel qu'on le parle.
Opéra-Comique, 1 h. 1/2. — Manon ; 7 h. 1/2, Werther.
Odéon, 2 h. — Légataire Universel, Mariage forcé ; 7 h. 3/4, Les Bouffons.
Châtelet, 2 h. — La Course au Bonheur.
Vaudeville, 2 h. 1/2. — Faisons un rêve.
Th. Antoine, 8 h. 1/2. — M. Bourdin, profiteur.
Palais-Royal, 8 h. 1/2. — La Cagnotte.
Scala, 2 h. 1/2, 8 h. 1/2. — Amour et Cie.
Gymnase, 2 h. 1/2, 8 h. 1/2. — Petite Reine.
Edouard-VII, 2 h. 3/4, 8 h. 3/4. — La Folle Nuit.
Renaissance, 2 h. 1/2, 8 h. 1/2. — Vous n'avez rien à déclarer ?
Athénée, 2 h. 1/2, 8 h. 1/2. — La Dame de Chambre.
Porte-Saint-Martin, 2 h. 1/2, 8 h. 15. — La Flambée.
Ambigu, 2 h. 1/2, 8 h. 15. — 4 femmes et 1 caporal.
Trianon, 2 h. 1/4. — La Fille de Mme Angot ; 8 h., La Mascotte.
Capucines, 2 h. 1/2, 8 h. 3/4. — Paris au Bleu.
Grand-Guignol, 2 h. 1/2, 8 h. 1/2. — Expérience du Dr Lorde.
Th. Déjazet, 8 h. 1/4. — La Classe 36.
Th. des Arts, 8 h. 1/2. — Les Gosses dans les Ruines.
Folies-Bergère, Mat., soir. — La revue Quand Même.
Concert Mayol. — Mat., soir., Le Mariage de Pepeta.
Olympia, matinée et 8 h. 30. — Music-hall, 20 numéros.
Alhambra, matinée et 8 h. 1/2. — Attractions variées.
Bouff.-Con. — Matinée et soirée, La Grande Revue.
Empire. — La Fille de Madame Angot (mat., soir.).
Cirque Medrano, Matinée et 8 h. 1/2. — Attractions.
Gaumont-Palace, 2 h. 15 et 8 h. 15. — Madame Butterfly, Les Somnambules.
Pathé-Palace, 2 h. 1/2 à 11 h. — Les Américains dans le secteur de Lorraine. L'héritage de Rigadin.
Artistic. — (Tous les soirs). Simone, de Brieux.
Aubert-Palace, 2 h. à 11 h.
Omnia-Pathé, 2 h. à 11 h.
Tivoli-Cinéma, 2 h. 1/2, 8 h. 1/2.
Cinéma-Cono.-Lafayette, 2 h. 1/2 et 8 h. 1/2 à 11 h.

Renseignements commerciaux

Blés et farines. — Les importations de grains et de farines pendant la semaine écoulée se sont élevées à un chiffre important et le flottant se maintient à un niveau satisfaisant. A l'intérieur, le mouvement de la récolte conserve une bonne allure grâce à l'intervention des contrôleurs des stocks.

Sarrasins. — En Bretagne, la culture dispose encore de quantités assez considérables et l'on procède activement à leur transport aux centres de répartition ; par contre, il est toujours difficile d'en effectuer la distribution à la meunerie.

Orges. — La plupart des départements producteurs voient leurs ressources s'épuiser rapidement ; on n'en signale plus guère que dans l'Eure-et-Loir.

Avoines. — Nous avons reçu un peu plus d'avoines étrangères, mais la crise pour la consommation civile ne s'est pas atténuée car il s'agit tout d'abord de subvenir aux besoins considérables de l'armée.

SUIFS

Suif indigène, 298 fr. 50 à 315 fr. ; suif en branches, 208 fr. 95 à 220 fr. 50 ; oléo-margarine, 305 fr.

POMMES DE TERRE

Les expéditions en direction de Paris sont plus réduites, les détenteurs profitant de la surtaxe obtenue en province raréfient leurs envois. D'ailleurs, la saucisse rouge semble être épuisée dans les principaux départements producteurs. La demande de la consommation reste active.

VINS

Au marché de Paris, la situation devient de plus en plus difficile. Peu de vins à la vente avec des prix de demande exagérés. Le commerce s'est de nouveau adressé à la propriété dans le Midi, comptant sur une amélioration dans les expéditions.

MARCHÉ AUX FOURRAGES

	1re qual.	2e qual.	3e qual.
Paille de blé	200 ..	194 à 195	189 à 190
— de seigle	135 ..	129 130	124 125
— d'avoine	155 ..	149 150	145 146
Foin	255 ..	247 248	239 240
Luzerne	265 ..	256 257	249 250
Regain	255 ..	246 247	239 240

BOURSE DE PARIS

DU MERCREDI 8 MAI 1918

Valeurs	Cours du jour	Valeurs	Cours du jour	Valeurs	Cours du jour
3 %	58 75	Compt. d'Escompte	772 ..	Foncière 1883.	329 ..
3 % amortiss.	.. ..	Société Générale	525 ..	Foncière 1885.	346 ..
3 ½ 1914..	88 75	Est	747 ..	Commun. 1891	316 ..
5 %	87 60	Lyon	950 ..	Commun. 1892	365 ..
4 % 1917..	69 35	Midi	932 ..	Foncière 1895.	363 ..
Ouest-Etat 4%	389 ..	Nord	1900 ..	Commun. 1899	353 ..
Annam-Tonk 2½	62 ..	Orléans	1166 ..	Foncière 1903.	399 75
Afriq. occ. 1903 3	363 ..	Ouest	720 ..	Commun. 1906	395 ..
Maroc 1904 5	455 ..	Métropolitain	410 ..	Foncière 1909.	209 ..
— 1910 5%	430 75	Suez	4725 ..	Commun. 1912	212 ..
— 1914 4%	492 ..	Rio Tinto	1840 ..	Fonc. 1913 3%	410 ..
Indo-Chine 1909	331 ..	Aciéries Marine	1450 ..	— 1913 4%	437 ..
Espagne Ext. 4%	138 10	Tréfil. du Havre	240 ..	1917 5% lib.	348 ..
Russie 1889 4%	.. ..	PETIT JOURNAL.	.... ..	1917 5% n. lib.	390 50
— 1890 4%	.. ..	Ville de Paris 65	550 ..	Est 4 %	400 ..
— 1893 4%	.. ..	— 1871 3%	380 ..	— 3 %	309 ..
— 1894 4%	.. ..	— 1875 4%	498 ..	— 3 % nouv.	345 ..
— consol. 1re s	40 50	— 1876 4%	496 ..	Paris-Lyon 1855	385 ..
— cons. 4 % 3e	35 ..	— 1892 2½	271 50	P.-L.-M. 4%	410 ..
— » 1901 4	.. ..	— 1894-96.	267 50	— fus. anc.	340 75
— 3% 91-94	32 50	— 1898 2%	314 ..	— fus. nouv.	336 75
— 1896 3%	31 50	— 1899 2%	291 ..	Midi 3 %	358 50
— 1894 3½	33 70	— 1904 2½	322 ..	— 3% nouv.	349 75
— 1906 5%	48 90	— 1905 2¾	358 ..	Nord 5 %	450 50
— 1909 4½	41 10	— 1910 2¾	300 75	— 4 %	396 ..
— 1914 4½	43 25	— 1910 3%	281 50	— 3 %	337 ..
Banque de France	.... ..	— 1912 3%	229 50	— 3% nouv.	333 ..
— de l'Algérie	3300 ..	— 1917 5½	510 ..	Orléans 4 %.	390 ..
— de Paris..	940 ..	— 5mes	101 75	— 3 %	374 ..
Crédit Foncier.	697 ..	Communale 79.	454 ..	— 3% 1884	333 50
Crédit Lyonnais	1084 ..	Foncière 1879.	491 ..	Ouest 3 %	365 75
Crédit Mobilier.	410 ..	Commun. 1880	489 ..	— 3% nouv..	353 ..

COURS DES CHANGES

Londres	27 13..	à 27 18..	Petrograd.	.....	à .....
Espagne	7 94..	8	Suisse	1 36½	1 38½
Hollande	.....	.....	Danemark.	.....	.....
Italie	62 ½..	64 ½..	Suède	.....	.....
New-York	5 67½	5 72½	Norvège	1 76½	1 80½
Portugal	.....	.....	Canada	.....	.....

LE GÉRANT : E. DURAND

Imprimerie du *Petit Journal* (Volumard, imp.)

FEUILLETON du Petit Journal du 9 Mai 1918

— 21 — (*)

Fauvette !

SCÉNARIO DE M. J. MANDEMENT
FILMS DE LA MAISON ÉCLAIR

TROISIÈME ÉPISODE

LA VIE DE PARIS

IX. — Peut-être (Suite)

Saint-Omer hausse les épaules et conclut :

— Tu vas voir si je vais l'encourager, ta nièce, si elle me fait mal au tympan !... Tu vas voir !...

Le maître rit d'un air de férocité qui épouvante le pauvre Carolus Dupont :

— Je ne te demande pas d'être indulgent. Mais sois juste ?...

— C'est entendu !... Juste ? C'est être sévère !...

Et, sur cette peu rassurante parole, Saint-Omer s'avance, gagne l'atelier où Marthe l'attend, anxieuse de son jugement qui va, sans doute, décider de sa vie...

Bourru, le musicien qui, sûrement, reconnaît dans Marthe la soupeuse de Thélème, ne se perd pas, d'abord, en amabilités. Il salue à peine.

— C'est vous, mademoiselle, qui voulez mon opinion ?... Diable ! C'est que je n'aime pas beaucoup les voix d'amateur... La musique, pour moi, c'est sacré ! Je ne supporte pas qu'on fasse joujou avec elle !...

Oh ! je ne dis pas cela pour vous décourager !... On ne doit décourager personne !...

Il s'approche du piano, plaque un accord, en arrête le son, comme un maître autoritaire :

— Vous vous accompagnez vous-même ? oui ?... non ?...

Vraiment il y aurait de quoi paralyser Marthe ! Mais le sourire de Carolus Dupont ne la quitte pas. Et il est si doux, si confiant, quand même, certain du triomphe, ce sourire !...

— Je m'accompagnerai moi-même, monsieur...

— Bien !... Allez !

— Dois-je choisir un morceau à mon goût ?

— Oui, bien sûr... vous en avez préparé un, je suppose ?

— Non... c'est-à-dire...

Et du coup, surpris, Saint-Omer, qui s'est laissé tomber sur un fauteuil, se redresse :

— Vous n'avez rien préparé ? Oh ! oh ! ça, c'est bien !... je déteste tant les morceaux serinés !...

Il feuillette des partitions :

— Ça ? vous voulez ? oui ? vous n'avez pas peur ?

Et Marthe chante...

C'est la chanson des *Contes d'Hoffmann*.

Sa voix chaude monte, vibre, nuance, s'étend et se restreint :

C'est une chanson d'amour !...
Tendre et folle...

Et soudain, Saint-Omer ne peut plus se contenir !

— Fichtre ! fait-il...

Il s'éponge ! Il a chaud. Il est rouge :

— Et ça ?... non ! ça ?... Encore ! chantez !...

Alors Marthe chante, chante...

Elle chante comme, peut-être, elle n'a jamais encore chanté, car elle chante, non pour elle, mais pour Carolus Dupont, qui ne la quitte pas des yeux, qui tressaille à chaque note...

Ah ! certes c'est toute sa reconnaissance, qui se traduit dans la pureté, retrouvée, de sa voix !...

Mais brusquement un vacarme l'arrête :

Rouge, congestionné, Saint-Omer s'est levé, renversant à demi son siège :

— Encore ça, un trille ?...

Puis il approuve :

— Bien ! bien! vocalisez, maintenant ?..

Et comme Marthe s'exécute, il trépigne :

— Fichue maladroite ! une voix pareille et pas pour un sou de savoir-faire ! Quel est l'âne bâté qui vous a fait travailler ? Attendez ! Chantez encore... Tenez, ce morceau-là... un vieil air... c'est démodé et c'est beau ! Allez !...

Il est plus brusque que jamais !

Il paraît indifférent à la fatigue extrême de la pauvre Marthe.

Il coupe son chant de protestations furieuses, de gestes autoritaires et brefs...

Maître des notes, dompteur des sons, il semble diriger, animer les accents de la Fauvette...

Et Marthe n'a plus peur du tout !

De cet homme brutal et bourru à cette enfant intimidée, l'art, illusionniste divin, a jeté un pont, créé un trait d'union...

Certes ! Marthe n'a jamais chanté comme elle chante, en ce moment !

Le bonheur de son destin sauvé, la joie de son cœur où le rythme de la vie bat, à nouveau, ses puissantes pulsations, y est pour quelque chose... Et plus encore, peut-être, l'angoisse émue qu'elle lit sur le visage de Carolus Dupont...

Le peintre, lui, en dépit de la grande connaissance qu'il a du fantasque caractère de son vieil ami, ne sait que croire.

Il n'est pas assez connaisseur, en musique, pour deviner si les difficiles exercices qui sont imposés à Marthe donnent, ou non, un bon résultat. Et la peur le prend, de voir Saint-Omer hocher la tête, crier, s'emporter, choisir de nouvelles partitions...

Timidement Carolus Dupont interroge enfin :

— Est-ce que... Est-ce que tu crois que... que ma nièce pourra chantonner à peu près, avec de bonnes leçons ?...

Mais il n'en dit pas davantage ! Il n'en demande pas plus !

Saint-Omer, impulsif toujours, s'est précipité sur lui. Il l'agrippe. Il le secoue :

— Mais, crétin, tu ne m'avais pas dit que c'était une artiste hors ligne, ta nièce ? Tu ne m'avais pas prévenu ?...

Et Carolus doit le repousser, pour serrer Marthe dans ses bras :

— Ah ! mon enfant ! vous l'entendez ?... Et Saint-Omer ne peut pas se tromper, lui ! Tous les triomphes, toutes les revanches vous attendent !... Il y a encore du bonheur pour vous !

Il rit. Il secoue les mains de son vieil ami... Il n'entend pas avec quelle secrète terreur Marthe, comme malgré elle, vient de lui répondre du terrible mot de doute :

— Peut-être ! (1).

QUATRIÈME ÉPISODE

RIQUETTE-MARTHA

X. — Des sommets aux abîmes !...

— Ainsi cela vous plaît, jolie Marthe ?

— Oh ! à la folie !

— Et vous acceptez le rôle de la reine Jeanne ?

— Avec l'angoisse d'avoir à vous contenter...

— Oh ! cela, je suis tranquille !... Vous serez exquise dans cette incarnation nouvelle, petite Fauvette !...

Et Saint-Omer, qui vient de lire le dernier acte de son opéra — un pur chef-d'œuvre — se tourne vers Carolus Dupont qui ne dit mot, et le menace :

— Tout de même, vieux misérable, quand je pense que tu avais une nièce qui devait être ma « reine Jeanne » !... et que tu ne me le disais pas ! J'ai envie de t'étrangler !

...Car des jours, des semaines, des mois ont passé !

Marthe Riquet n'est plus !...

Au firmament des cantatrices, Tout-Paris, faiseur de gloire, applaudit désormais la célèbre Riquette-Martha, la grande artiste que Saint-Omer a imposée, brusquement, avec l'autorité de son génie, de sa propre gloire...

Riquette-Martha !

La Fauvette de jadis, la pauvre Fauvette que Carolus Dupont a sauvée, certain soir de détresse, se demande précisément en cette minute si son cœur ne se brisera pas sous la joie trop vive qui l'emplit...

Elle vient de quitter son grand piano, elle se retourne, contemple le salon, doucement éclairé, luxueux, où ses amis l'entourent.

Elle est chez elle !...

Avec les engagements princiers, la richesse est venue !...

Mais, plus que sa fortune, plus que son succès, son art triomphant lui est cher...

Ah ! ce soir d'intime émotion qu'elle vit !

Saint-Omer lui confie le plus beau rôle de son dernier chef-d'œuvre...

Et ce personnage grave, qui se lève, si respectueux, si déférent, c'est l'autoritaire directeur de l'Opéra de Nice.

— Mademoiselle, puisque le rôle vous agrée, nous n'avons plus qu'à signer... Toutes vos conditions sont spécifiées, bien entendu...

Et elle signe en effet...

Elle accepte — elle daigne accepter — cette tournée triomphale qui va ajouter à sa gloire, encore...

— Dans huit jours à Nice, n'est-ce pas ?

— Dans huit jours ! Oui, cher monsieur.

MARCEL ALLAIN.

(*A suivre.*)

(1) *Cet épisode sera projeté dans tous les bons Cinémas du 10 au 16 mai.*

(*) Copyright 1918 in the United States of America, by Marcel Allain.
Tous droits de reproduction, traduction et adaptation cinématographique réservés pour tous pays.